

Nouvelle problématique socio-historique et perspective sociologique

A New Socio-Historical "Problématique" and Sociological Perspective

Manuel Antonio GARRETÓN

Volume 30, numéro 1, printemps 1998

Le second souffle de la sociologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001284ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001284ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

GARRETÓN, M. A. (1998). Nouvelle problématique socio-historique et perspective sociologique. *Sociologie et sociétés*, 30(1), 95–105.
<https://doi.org/10.7202/001284ar>

Résumé de l'article

Au moment où l'unité de la société perd son sens référentiel pour la sociologie du développement, en laissant la voie libre aux idéologies soit du marché, soit de l'identité, l'étude de la démocratisation comme effort de création collective qui accompagne un nouveau modèle de modernité dépasse l'analyse purement politicienne des transitions pour récupérer une sociologie des acteurs. Dans cette démarche, on essaie de définir un nouveau concept, celui de matrice constitutive des acteurs sociaux. On comprend ce concept comme le rapport entre l'État, le système de représentation et la base socio-économique et culturelle, donc le lien institutionnel qu'on appelle régime politique.

Nouvelle problématique socio-historique et perspective sociologique



MANUEL ANTONIO GARRETON

LE SENS D'UNE DÉMARCHE

L'étude des transformations du système politique chilien et de ses relations avec l'ensemble de la société, et plus particulièrement de la crise de la démocratie, de la solution autoritaire et des processus de démocratisation dans le contexte de processus similaires en Amérique latine, bref la transformation des rapports entre l'État et la société et l'interaction avec les acteurs sociaux, constituent les principaux thèmes des travaux que j'ai publiés ces dernières années¹. Ils ne peuvent se comprendre sans une double référence à une trajectoire intellectuelle et politique.

D'un côté, ils sont les héritiers d'une tradition intellectuelle — celle de la sociologie latino-américaine et de la pensée sociale chilienne — et donc de son évolution. Mais, ils représentent aussi une tentative pour échapper aux idéologies et aux déterminismes qui l'ont traversée ou qui le font encore. C'est une recherche à la fois engagée et distante, orientée vers l'explication de phénomènes vécus de façon directe. Ces différents travaux furent commencés sous la dictature militaire et réalisés dans des conditions institutionnelles, intellectuelles et professionnelles difficiles, et ils se sont poursuivis pendant les six années de démocratie. D'une certaine façon, ils représentaient au début des instruments nécessaires à la survie, des formules qui recherchaient une insertion dans la tradition et dans le débat universitaire, tout en visant la compréhension du monde qui s'écroulait et de celui qui émergeait, la découverte des actions et des stratégies personnelles et collectives qui contribueraient à construire ce dernier, permettant de surmonter les interprétations et les actions qui avaient abouti à l'écroulement. Derrière ces réflexions ne se profilent pas seulement une participation permanente à des activités intellectuelles, à des discussions et des cours plus ou moins formels, à des séminaires internationaux et l'organisation de groupes et de réseaux de travail. Se profilent également une activité professionnelle de sauvegarde du travail en sciences sociales ainsi qu'une participation permanente au débat politique à travers le débat auto-critique, l'insertion aux combats en faveur de la démocratie et la rénovation de la pensée idéologique. Les dernières années, une fois la démocratie réinstaurée au Chili, ce travail a continué dans

1. On trouvera les principales idées développées dans les livres cités dans la Bibliographie. Spécialement, GARRETÓN (1983, 1987, 1989, 1994, 1995a).

le cadre d'une participation active à de multiples projets universitaires, cette fois plus institutionnalisés, en essayant de contribuer à la reconstruction d'une recherche critique au milieu d'une société satisfaite d'elle-même, et dans celui de la réflexion et de l'élaboration de programmes politiques.

On ne trouvera donc pas, dans mes travaux, de théorie sociologique proprement dite, mais plutôt des orientations théoriques et conceptuelles qui ont été élaborées en même temps que l'analyse des phénomènes socio-politiques qu'elles permettent d'aborder. Ces orientations sont provisoires, mais strictement nécessaires pour passer des simples opinions et des visions idéologiques à l'étude et à la recherche. Les pages suivantes seront l'occasion d'une présentation générale de ces orientations, plutôt que d'un développement approfondi et systématique.

LE CADRE CONCEPTUEL HÉRITÉ

Il est incontestable qu'il existe un problème d'identité des sciences sociales qui comporte plusieurs dimensions. D'une part, le concept de base d'analyse et l'objet de ces disciplines — c'est-à-dire la société — sont remis en question tant par les mécanismes externes de transnationalisation ou de mondialisation que par les mécanismes internes d'apparition de catégories sociales et de formes d'actions et de comportements collectifs qui ne répondent pas à une « logique centrale » propre à la société². On y reviendra à la fin de cet article.

D'autre part, ce qui est à proprement parler « le social » est également remis en cause. Il existe d'autres sciences, comme certains pans de la biologie ou de la linguistique, qui essaient de rendre compte du vide relatif du « social » laissé par les sciences sociales traditionnelles — plus préoccupées de comprendre les sociétés historiques concrètes — et d'expliquer la société et les comportements collectifs comme si ceux-ci relevaient de l'anatomie, de la physiologie ou d'un texte. Il existe également de nouvelles disciplines, comme celles qui se penchent sur des mécanismes de gestion et de décision, et qui, tout en émettant des hypothèses très faibles sur la société et le comportement social, ont connu une certaine réussite dans la résolution de problèmes techniques et peuvent compter sur une vaste publicité et un « marketing » leur permettra de s'imposer dans le champ universitaire et professionnel. Il existe des domaines thématiques autrefois interdisciplinaires qui se sont transformés en disciplines complètes et autonomes de recherche et de formation. C'est le cas — pour ne citer que ces trois exemples — de l'éducation, la communication ou l'environnement. Il existe enfin des champs d'activités et des professions qui exigent des formations qui dépassent les limites traditionnelles d'une discipline. Tout cela tend à remettre en question les sciences sociales classiques, notamment la sociologie. Cette dernière n'a pas toujours été capable de reprendre à ces nouvelles dimensions ou disciplines ce qui devait l'être, et de rejeter les mélanges indus, en mûrissant et se renforçant grâce au dialogue. Les sciences sociales classiques se sont plutôt laissées emporter, sans critique, par les nouveaux courants universitaires et professionnels et ont perdu de leur spécificité. Ou bien elles se sont réfugiées en elles-mêmes, ce qui a rendu difficile tout enrichissement ou progrès. L'ensemble de ces phénomènes a engendré un déplacement de l'intérêt social — et des ressources financiers et institutionnelles — des sciences sociales vers d'autres domaines. Il semble que les questions fondamentales touchant la nature du social ne trouvent pas dans la sociologie la réponse que dès sa naissance on considérait légitime et suffisante.

Nonobstant l'autonomie propre à toute discipline intellectuelle et scientifique, les sciences sociales et la sociologie en Amérique latine ont toujours été, depuis qu'elles ont acquis une identité

2. On peut utiliser le mot « société » dans un sens plus général comme toute unité physique, c'est-à-dire douée de n'importe quel type de frontières du social. Dans cet article je renverrai à l'idée de société la plus répandue dans la sociologie, comme espace de correspondance du social, culturel, économique et politique, c'est-à-dire comme société-*polis*, soit dans un sens plus abstrait concernant un type sociétal (société industrielle, capitaliste, etc.), soit dans le sens socio-historique d'État-nation. Voir sur ce point les articles de F. DUBET, F. DURAN et M. A. GARRETÓN dans le débat présenté par la REVISTA DE SOCIOLOGIA (1996, Section I, pp. 7-34).

institutionnelle propre, liées à l'évolution du contexte social. De là viennent leurs potentialités et leurs limites.

En effet, depuis leur implantation comme disciplines scientifiques en Amérique latine, les sciences sociales, dont la sociologie, ont fait partie du modèle culturel de la matrice socio-politique prédominante et ont emprunté divers traits fonctionnels à cette dernière. D'une part, elles affirmaient ainsi la légitimité de l'utilisation de disciplines scientifiques pour l'étude de la société, que ce soit comme disciplines autonomes, comme agents de liaison interdisciplinaire ou en vue de la création d'une science sociale unique.

Cette affirmation, s'ajoutant à la dimension idéologico-politique explicitement assumée, conférait aux sciences sociales un espace de développement potentiel dans les universités comme domaine institutionnel privilégié de culture, de formation et de diffusion. D'autre part, ces sciences étaient davantage des sciences de la « société » que « du social ». Elles se préoccupaient plus de comprendre les sociétés historiques que de développer des concepts de base pour l'analyse des phénomènes sociaux. Ces derniers furent assumés sans une accumulation intellectuelle propre. D'autre part, l'interprétation des phénomènes sociaux se faisait à travers de grands paradigmes omni-explicatifs (modernisation, dépendance) qui relevaient de corps théoriques également globaux (fonctionnalisme, structuralisme, marxisme), qui, en dépit de leur évolution conflictuelle ou antagonique, se fondaient sur les mêmes hypothèses : lois générales d'évolution applicables à toutes les sociétés, détermination des différentes sphères de la société par l'une d'entre elles, univocité de l'histoire et rôle privilégié du sujet porteur de ce sens, globalité du changement social et fonction de la théorie, à la fois comme analyse critique et comme utopie ou concept limite de la société souhaitable.

Au cours des dernières décennies, le contexte social a subi de grandes transformations qui ont remis en question les hypothèses sur lesquelles se sont basées les sciences sociales depuis leur apparition comme disciplines autonomes. La première de ces transformations est la prédominance des modèles politico-institutionnels de concertation et de conflit, qui tendent à remplacer les dictatures, guerres civiles et modalités révolutionnaires. Il faut d'autre part mentionner l'épuisement du modèle de « développement vers l'intérieur », associé aux processus de globalisation et à la perte de dynamisme du secteur public et du secteur industriel et urbain, et son remplacement par des formules d'ajustement et de stabilisation qui aboutissent à de nouvelles formes d'insertion dans l'économie mondiale. La troisième transformation touche la structure sociale et le système de stratification, avec l'augmentation soutenue de la pauvreté et de la marginalité, et la précarité croissante des systèmes d'éducation et le travail. De là une recomposition du système des acteurs sociaux et la remise en question des formes traditionnelles d'action collective. Le dernier changement majeur auquel on a assisté est la redéfinition du modèle de modernité, qui comporte la critique du modèle occidental ou nord-américain qui est prédominant dans notre culture, ou chez les élites dirigeantes³.

De même, le domaine intellectuel des sciences sociales a subi des changements qui pourraient bien mettre un terme à une certaine époque. Ainsi, les transformations mentionnées constituent à la fois un nouveau contexte dans lequel se développent les sciences sociales ainsi qu'un objet qu'elles étudient en tant que disciplines de connaissance et de réflexion sur les sociétés historiques.

Il semble bien que l'époque des grands paradigmes omni-explicatifs soit révolue. Ces dernières années, nonobstant les études à proprement parler historiques, les sujets de recherche dominants ont été les phénomènes de démocratisation politique et des effets sociaux ou culturels sur le changement structurel économique. La somme des recherches qui nous informent sur les phénomènes et les sociétés concrètes n'a pas encore de contrepartie théorique solide en ce qui concerne la société et le social. Le plus probable est que le développement théorique des sciences sociales et de la sociologie, lorsqu'elles essaieront de nous donner une vision des sociétés historiques concrètes, ne suivra plus le chemin des paradigmes monolithiques globaux, mais plutôt celui de « focus thématiques » où se combinent de façon hétérogène différents versants théoriques associés à un développement méthodologique *ad hoc*. On peut compter parmi ces focus thématiques aujourd'hui

3. Voir sur ces changements, M.A. GARRETÓN (1995c).

l'autoritarisme et la démocratisation, les relations entre État et société, les transformations structurelles, les acteurs et mouvements sociaux, la culture et la modernité.

Il ne fait aucun doute que le développement des sciences sociales via les focus thématiques puisse être très prometteur au niveau des interactions et des formes de coexistence des organisations et des institutions. Mais au niveau de ce qu'on peut appeler la problématique socio-historique ce que CEPAL, dans les années soixante, a nommé historique-structurel et Alain Touraine historicité, c'est-à-dire des projets et contre-projets sociaux à long terme — question qui se trouve à l'origine de la sociologie en Amérique latine —, la crise des paradigmes laisse un vide qui n'a pas encore été comblé. Il ne s'agit pas de revenir à des visions monolithiques qui, en prétendant tout traiter, expliquaient peu. Mais il ne faut pas non plus tomber dans l'excès inverse qui ne donne d'autre sens à l'histoire que le flux constant, la stratégie rationnelle fondée sur l'intérêt, ou le refuge dans l'identité.

Sur ce plan, ce qui a été acquis jusqu'à maintenant se compose plus d'intuitions, certes très fructueuses, que de nouvelles certitudes qui auraient remplacé les anciennes. Ces intuitions tendent à surpasser le réductionnisme ou déterminisme structurel en affirmant que toute détermination entre les différentes sphères de la société est temporaire et locale et non pas universelle, qu'il n'existe pas un sens univoque de l'histoire incarné par un de ses sujets privilégiés, que le but de l'analyse n'est pas de déduire les comportements à partir des lois universelles, mais d'examiner comment, dans chaque société, les situations et catégories se transforment en acteurs et sujets, que l'utopie se définit moins par un contenu concret fixé une fois pour toutes que par la recherche de formes d'articulation entre sphères et dimensions de la société qui permettent aux sujets et aux acteurs de définir par eux-mêmes les contenus.

LA NOUVELLE PROBLÉMATIQUE LATINO-AMÉRICAINE⁴

À l'habitude difficile d'analyser l'Amérique latine comme une unité, s'en ajoute aujourd'hui une autre. Il ne suffit plus de spécifier une situation déterminée et de voir comment elle varie dans les divers pays, généralement en établissant des typologies. Aujourd'hui, nous ne sommes plus, et peut-être ne le serons-nous plus jamais, en mesure de définir « une » problématique latino-américaine, comme nous l'étions quand nous parlions de « développement », de « révolution », de « dépendance » ou de « démocratisation ». D'une certaine façon, le concept de « problématique » renvoyait à l'ensemble des situations auxquelles les sociétés faisaient face, à une situation centrale. Cela permettait de résoudre partiellement le problème de la diversité : on considèrait que toutes les sociétés se heurtaient à la même problématique mais qu'elles différaient au niveau des degrés, des effets et solutions apportées.

À nos yeux, on assiste à divers processus fondamentaux interliés mais dont la relation n'est ni celle de nécessité ni celle d'une causalité essentielle. Une telle relation est empirique, historique, et elle peut s'établir théoriquement, si on évite le déterminisme ou le réductionnisme essentialiste. C'est-à-dire que chacun de ces processus a sa propre dynamique, ses propres acteurs, et la relation entre eux et leurs résultats n'est pas inscrite dans un *scénario* prédéterminé. Il n'existe pas de paradigme unique de résolution, comme le prétendait l'analyse sociale dans les décennies passées.

Si l'on considère la littérature des sciences sociales des dix dernières années, on peut constater que généralement — à l'exception des travaux qui se placent théoriquement dans l'étape précédente et essaient de formuler une théorie générale — elle est constituée d'études qui se renvoient à quatre processus différents. Beaucoup essaient d'établir des relations entre processus, mais en général, l'on y trouve des théories de portée moyenne sur un ou l'autre de ces processus⁵. La construction démocratique, la redéfinition du modèle de développement et d'insertion internationale,

4. J'utilise dans les pages qui suivent mon article GARRETÓN (1995b).

5. Une remarquable exception tant en ce qui concerne le développement de paradigmes déterministes ou évolutifs que l'analyse partielle, tout en montrant de tendances générales de ce que l'on pourrait appeler le modèle politique latino-américain, et à laquelle nous nous référons souvent c'est Alain TOURAINE (1988).

l'intégration sociale et la recherche de la modernité latino-américaine constituent les processus de base qui définissent, sans se réduire les uns aux autres et avec des différences pour chaque pays, la ou plutôt les problématiques du continent actuelles⁶. On peut les comprendre à l'aide d'un concept-synthèse.

J'ai utilisé dans plusieurs travaux l'expression **matrice socio-politique** (MSP) pour désigner le type ou *pattern* de rapports dans une société donnée entre État (pouvoir politique), système de représentation (institutions et partis) et base socio-économique et culturelle des acteurs sociaux (ce que d'autres appellent « société civile »)⁷. L'articulation institutionnelle entre ces trois composantes dans chaque société, est ce qu'on appelle le régime politique, dont la tâche c'est de définir comment la société est gouvernée, la citoyenneté et les canaux institutionnalisés des conflits et demandes sociales. Cette idée, qui n'est pas propre à une théorie mais plutôt donne lieu à différentes théories concernant sa formation et ses caractéristiques dans chaque société historique ou dans chaque type sociétal, cherche à étudier les traits plus généraux de la transformation sociétale dans une perspective qui souligne la constitution des acteurs sociaux et leur action historique. Parler de matrice socio-politique avec ces trois composantes et de leur rapport institutionnel qui est le régime semble plus adéquat que d'opposer État à société civile, dans la mesure où en Amérique latine on ne peut pas analyser ces deux éléments séparément ni sur le plan historique ni sur le plan sociologique.

La matrice socio-politique latino-américaine, que nous définirons comme « classique » ou « politico-centrique », qualifiée par d'autres de « nationale-populaire » ou d'« État-centrique »⁸, et qui s'est imposée depuis les années 1930 et jusqu'aux années 1970, s'était développée à travers différents processus relativement fusionnés : développement, modernisation, intégration sociale, et autonomie nationale (Touraine, 1988). Chaque action sociale était croisée par ces quatre dimensions et tous les différents conflits reflétaient la fusion entre ces phénomènes. La base économique était un modèle de développement tourné vers l'intérieur, caractérisé par la substitution des importations et l'industrialisation, avec un important rôle de l'État⁹. Le modèle politique était celui de l'« État de compromis » et de différents types de populisme, indépendamment des régimes politiques¹⁰. La référence culturelle était un projet national à base populaire et une vision de changement social global radical qui donnait à l'action politique des allures révolutionnaires.

Notre hypothèse est que les sociétés latino-américaines ont privilégié une MSP qui définissait, selon les cas, une relation de **fusion, d'imbrication, de subordination ou d'élimination** de certains de ces éléments. Ainsi, dans certains pays, la fusion est opposée à partir de la figure du leader populiste. Dans d'autres, elle s'est fondée sur l'identification entre État et parti politique, ou sur l'articulation entre l'organisation sociale et le leadership politique partisan. Dans d'autres pays, le système de partis a opéré la fusion de tous les clivages sociaux, ou bien les corporations ont englobé la totalité de l'action collective sans laisser d'espace pour une vie politique autonome. Les différents populismes, militarismes et classismes et les différentes formes de rapports entre la société et les acteurs politiques, même contradictoires ou alternatives, étaient des variations de la matrice socio-politique classique ou nationale-populaire. Dans la plupart des cas, la forme privilégiée d'action collective était la politique, et la partie la plus faible de la matrice étaient les rapports

6. Un bon exemple de présentation de différentes problématiques peut se trouver dans José Luis REYNA (dir.), (1995).

7. J'ai utilisé ce concept depuis plusieurs années avec différents noms: matrice constitutive des acteurs sociaux (GARRETÓN, 1984); colonne vertébrale (GARRETÓN, 1987) et plus récemment comme matrice socio-politique dans différents travaux, spécialement GARRETÓN (1995a, 1995b, 1996).

8. Pour ma propre description, GARRETÓN (1994, 1995a, 1998b, 1996). Pour la définition, même sans le concept de matrice, du national-populaire, Gino GERMANI (1962), Alain TOURAINE (1988). Pour l'appellation, d'une perspective plutôt économique, « État-centrique », Marcelo CAVAROZZI (1992).

9. Voir sur ce concept et modèle économique l'article classique d'Albert O. HIRSCHMAN (1969).

10. Différents auteurs ont utilisé ce concept pour se référer à l'idée d'une situation où il n'y a plus d'hégémonie absolue d'un secteur social à l'intérieur de l'État, comme à l'époque oligarchique, mais des accommodements intétables et asymétriques, entre secteurs inclus, notamment bourgeoisie, couches moyennes et travailleurs industriels. Cf. Jorge GRACIARENA et Rolando FRANCO, (1981).

institutionnels entre ses composantes, c'est-à-dire le régime politique, indépendamment de sa nature démocratique ou autoritaire.

Le processus de globalisation ou mondialisation, avec ses conséquences économiques et culturelles et les régimes militaires de nouveau type qui commencèrent pendant les années soixante, déclenchèrent la crise de cette matrice et sa décomposition ou sa désarticulation.

Aussi la question fondamentale est-elle de savoir si, au-delà des changements de régimes politiques, de modèles économiques ou culturels — ce que la littérature appelle plutôt à tort qu'à raison transitions ou passages d'un régime autoritaire à un régime démocratique¹¹, ajustement ou transition à l'économie de marché¹² et modernisation ou passage à la « modernité »¹³, respectivement — nous sommes en présence de l'émergence d'un nouveau type de société, c'est-à-dire d'une nouvelle matrice socio-politique. Dans certains pays d'Amérique latine qui ont vécu ces processus de transition entre régimes, la vieille matrice s'est dissoute de telle sorte qu'elle a emporté dans sa décomposition les trois éléments qui la composaient. Dans certains cas, c'est la matrice néo-libérale avec prédominance des mécanismes de marché qui l'emporte partiellement, même s'il est condamné à l'échec à long terme. Dans d'autres pays resurgissent des formes près du néo-populisme ou du caudillisme qui essaient pourtant d'appliquer des modèles de développement néo-libéraux, ce qui provoque des tensions propres à tout hybride. Mais il est indéniable qu'il existe pratiquement partout, conjointement à ces tendances et de façon contradictoire, d'autres tendances qui semblent aller vers l'autonomie, le renforcement et la tension complémentaire entre État, système politico-partisan et base sociale, redéfinissant la politique classique et les orientations culturelles. Cette hypothèse centrale définit non seulement un programme de recherche, mais également une orientation normative.

L'hypothèse du changement de MSP en Amérique latine est lourde de conséquences en ce qui concerne les formes d'action collective.

Dans les sociétés latino-américaines, les thèmes principaux de l'action collective ont été la **liberté** ou la lutte contre la répression et l'oppression, l'**égalité** ou la **justice sociale**, c'est-à-dire la lutte contre l'exploitation économique, et la **souveraineté nationale**, ou la libération et l'indépendance nationales. Dans tous les cas, l'action collective s'est fondée sur la matrice classique d'une organisation sociale liée d'une façon ou d'une autre à l'organisation politique ou à l'État, en vue de conquérir soit la citoyenneté, soit la fin de l'exploitation, soit l'autonomie nationale. Ces thèmes ou principes d'action définissaient les luttes pour la modernité dans ces pays.

Aujourd'hui, les trois grands thèmes du passé sont redéfinis dans les principes d'**intégration et d'inclusion**, puisqu'il se développe une autre forme d'exclusion qui ne se réduit plus à la domination ou l'exploitation mais qui est plutôt une sorte d'expulsion de la société. D'autre part, s'y ajoute un nouveau principe de l'action historico-sociale, soit l'**affirmation** de soi ou l'**expansion de la subjectivité**¹⁴, dont l'identité est seulement une des dimensions, qui traverse toutes les couches sociales, y compris les pauvres et marginaux urbains, mais qui surtout s'exprime dans la jeunesse, dont les principes d'actions collectives traduisent cette mutation qui est loin de se réduire au concept d'anomie. Ni les institutions pour lesquelles l'on a combattu dans le passé, ni l'économie que l'on voulait moins tournée vers l'exploitation, ni les partis politiques qui luttaient pour transformer les bases institutionnelles ou économiques de la société, ni les luttes pour la libération et l'autonomie nationales ne rendent exactement compte de ce nouveau principe d'action et de lutte sociale, qui est à la fois individuel et collectif. Sans pour autant éliminer les luttes pour la liberté, l'égalité et l'autonomie nationale, cette nouvelle lutte redéfinit l'action politique.

11. Un bon recueil des travaux sur ces processus apparaît dans C. BARBA, J. L. BARROS, J. HURTADO, (1991).

12. Pour l'Amérique latine, l'œuvre maîtresse sur le changement de modèle économique, c'est CEPAL (1992).

13. Sur la discussion autour de la question des identités et de la modernité, voir les différents positions dans le numéro spécial de la Revue *Persona y sociedad* (1996).

14. Sur ces principes de l'action collective en Amérique latine, voir GARRETÓN (1994, 1995b, 1996).

LA DÉMARCHE SOCIOLOGIQUE

Qu'y a-t-il de proprement sociologique dans cette analyse ?

Depuis quelques années, se pose la question de la nécessité de se débarrasser de l'idée de société conçue comme une unité du politique, du social, du culturel et de l'économique, c'est-à-dire comme l'unité référentielle de l'action sociale. Il s'agit à tout le moins de la redéfinir pour éviter que la sociologie abandonne les grands questions qui lui donnent son sens et devienne une pure description de la banalité sociale¹⁵.

On a souvent dit que l'idée de société renvoyait à une certaine correspondance et cohérence d'un modèle culturel, un système économique, une structure sociale et une organisation politique. Les théories se démarquaient autour des formes de correspondances et aussi à propos de la dimension déterminant les autres. Aujourd'hui, on ne peut plus penser qu'il y a correspondance stricte de ces dimensions dans un espace territorial ou un seul « centre » de la vie sociale. Modèles culturels, systèmes politiques, modes de production et organisations ou structures sociales de toutes natures coexistent dans un même espace et ne renvoient pas les uns aux autres comme conditions nécessaires ou effets mutuels. Aucune de ces dimensions n'obéit à une détermination « essentielle » de la part de l'autre, chacune a sa propre dynamique et les déterminations entre elles sont toujours partielles, précaires et temporaires. Contrairement à la vision post-moderniste, il y a des régularités structurelles dans les rapports entre ces dimensions, même des déterminations partielles dans l'un ou l'autre sens, mais elles ne sont pas univoques et n'obéissent pas à une lois naturelles de l'histoire, mais à une création historico-sociale.

Deux processus le mettent en question l'idée de société-*polis* comme lieu référentiel de l'action sociale. Cela, on le sait déjà, bien qu'on ne se mette pas d'accord sur son caractère temporaire ou définitif. Par « le haut », on assiste à un processus de globalisation qui détruit l'idée de frontières et de centre endogène de décision. Par « le bas », on assiste à l'éclosion des identités, des adscriptions et des pouvoirs *de facto* qui s'affranchissent de ce centre et se constituent comme son propre et seul référent de l'action sociale.

L'idée de société-*polis* est ainsi remplacée soit par l'idée de marché ou d'agrégation des individus, soit par l'idée de flux permanent entre subjectivités ou stratégies, soit par la coexistence de communautés identitaires où culture et société se fondent, soit par l'affrontement des pouvoirs *de facto*. La société identifiée à la *polis* éclate.

La question centrale est donc de savoir s'il y aura un espace référentiel et de sens pour l'action sociale qui soit capable de médiatiser (mais en quoi telle médiation consisterait-elle) entre individus, tribus et grands corporations, d'une part, et marchés et monde globalisé, de l'autre. Cet espace, on peut l'appeler au sens fort société-*polis*, non pas conçue comme un système de cohérence ou correspondance entre ses dimensions et niveaux constitutifs, mais comme une articulation précaire à travers le politique des tensions entre dimensions qui se définissent tant **dans** cette société territoriale qu'en dehors. Et c'est l'expérience individuelle et collective de cette articulation qui transforme les acteurs empiriques, atomisés ou réactivés, en sujets historiques. La sociologie et sa démarche théorique et analytique sont alors l'étude de l'articulation des dimensions de la vie sociale, chacune autonome et dotée de sa propre dynamique et de ses acteurs sociaux, qui parfois se retrouvent avec le politique, mais pas nécessairement.

C'est ici qu'on doit insister qu'en Amérique latine, défendre la politique et l'État, c'est à la fois défendre la société civile, qui n'existe pas sans eux, et la possibilité de constitution des sujets et acteurs au-delà des publics, des communautés identitaires et des mobilisations conjoncturelles. On doit comprendre que l'ancienne omniprésence de la politique et peut-être de l'État dans l'économie tend à se résorber, mais qu'elle reste et restera centrale dans l'existence et le développement de ces sociétés si on ne veut pas qu'elles éclatent.

15. Voir le débat sur ce thème dans *revista de sociologia* (1996).

Pour l'Amérique latine, cette question théorique et pratique à la fois est cruciale. L'idée d'une société conçue comme unité dans laquelle les acteurs se constituent autour de leur mémoire historique et autour des projets et contre-projets sur elle et son avenir a été ici intrinsèque à la pensée et aux sciences sociales et aussi à la pratique sociale et politique. Toute la sociologie politique et du développement, qui a constitué le noyau de la sociologie latino-américaine, était une réflexion sur des sociétés historiques.

L'importance idéologique et politique de la sociologie était basée, tenait à ce qu'elle étudie la problématique socio-historique, c'est-à-dire le niveau de la société. Tous les phénomènes, qu'ils soient politiques, économiques, sociales ou culturels, étaient toujours définis à ce niveau. Les acteurs considérés étaient ceux qui avaient le plus de densité historique, c'est-à-dire ceux qui s'identifiaient en tant que sujets, tout en laissant de côté ceux qui ne participaient pas de ce niveau de l'action sociale. La préoccupation et les atouts de la sociologie latino-américaine concernant les autres niveaux (conduites, interactions, organisation, institutions) furent très faibles ou inexistantes.

Comme on vient de le dire, ce qui est remis en question aujourd'hui, c'est précisément l'existence même d'une unité politique et analytique qui a été jusqu'à maintenant une donnée sur laquelle on devait agir.

Donc, c'est le niveau le plus important et développé de l'analyse sociologique en Amérique latine qui est aujourd'hui affaibli, de sorte que les analyses s'orientent vers la substitution idéologique de ce niveau par d'autres niveaux de la vie sociale.

Le niveau de problématique socio-historique ou de production historique-structural ou d'historicité, fait aujourd'hui l'objet de deux grandes questions pour lesquelles il n'existe plus de modèle théorique certain ni de modèle historique référentiel, soit d'un côté, la redéfinition de la modernité avec de nouvelles dimensions qui ouvrent un champ à des expériences, modèles et sujets différents, de l'autre côté, la transformation du modèle de modernisation ou développement longuement prédominant (Toraines, 1988). Dans ce vide des certitudes, il semble normal que les théories et pratiques des autres niveaux de l'action sociale envahissent, peut-être pas pour longtemps, le terrain qui avait été auparavant occupé par la société-*polis* et ses théories et projets ou contre-projets historiques.

Les théories sociologiques centrées sur le niveau socio-historique reposaient sur une même définition de la société « moderne », avec des variantes de degrés et de structures internes, et aussi sur un concept univoque de « modernisation », tout en reconnaissant différents styles ou types historiques.

Aujourd'hui, on n'est plus aussi naïf vis-à-vis « la » modernité et on l'accepte sociologiquement comme la forme sociétale de constitution des sujets. Ce que veut dire que ce n'est plus exclusivement le versant rationaliste qui constitue les sujets, mais aussi l'expansion de la subjectivité, les identités, les mémoires collectives, et même la tradition dépourvue de ses atavismes. Il n'y a donc pas *la* modernité définie en dehors des sujets comme un état ou but à conquérir ou atteindre, mais la combinaison de toutes les dimensions mentionnées est à l'origine des modèles et expériences de modernité divers, auxquelles on « arrive » non pas parce qu'il y a longtemps qu'ils se produisent et reproduisent endogènement (Garretón, 1994). Il n'y a pas donc un type sociétal unique identifiée à la modernité, comme le furent à un certain moment, la société industrielle ou la société capitaliste, ni non plus des sociétés concrètes qui se définissent par leur distance à ce type. Il va de soi que qu'il ne peut pas avoir *une* théorie d'un type sociétal qui n'existe pas, mais *des* démarches théoriques pur rendre compte de cette diversité de modernité et c'est en cela que l'idée de matrice socio-politique peut être forte utile.

L'autre composante de la problématique socio-historique d'une société, c'est le processus de développement ou modèle de modernisation, qui était généralement associé au type de société « moderne » auquel on visait. Aujourd'hui, il semble qu'arrive à son terme le modèle de développement basé sur des acteurs sociaux façonnés par la production industrielle (classes) et luttant dans l'État national pour la direction, appropriation et distribution de ressources, en donnant à l'État un rôle primordial comme agent du processus. Ce rôle semble être pris par les forces transnationales

des marchés globalisés, ce qui indique que le problème central, c'est la reconstitution de la capacité de la société d'agir sur soi-même, c'est-à-dire la reconstruction des acteurs sociaux, l'État et la politique. Et il n'existe pas de théorie de ce nouveau modèle de développement et de modernisation ni de ses alternatives, comme il y a eu à un moment des théories sur le capitalisme, le socialisme, le national-populisme, le fascisme, le tiers-mondisme ou la social-démocratie.

En Amérique latine, nous avons dit que tout cela s'est exprimé avec la fin de l'époque nationale-populaire, l'éclipse de ses acteurs principaux et la disparition des grands paradigmes analytiques de développement. On les remplace par des politiques pragmatiques d'adaptation et correction des ajustements de l'économie, ou par des recombinaisons précaires et désenchantées des acteurs sociaux et politiques. Sur le plan théorique, invasion du niveau socio-historique soit par des visions qui viennent des champs des conduites individuelles, organisationnel ou institutionnel, soit par l'identification entre modernité et modernisation à travers du néo-libéralisme dans ses variantes de droite ou de gauche, soit la réponse du sujet identitaire presque toujours de type religieux.

L'idée de matrice socio-politique ou matrice constitutrice des acteurs sociaux que nous avons exprimée cherche précisément à rendre compte de cette rencontre et dissociation entre le social, le politique, l'économique et le culturel, qui pour l'Amérique latine se traduisent en termes de démocratisation sociale et politique, de réinsertion dans l'économie internationale et de définition de sa modernité (Garretón, 1995b). Tout cela conformant la nouvelle définition du développement.

CONCLUSION

On peut synthétiser notre démarche de la façon suivante. Modernisation et modernité ont été faussement identifiées dans les modèles qui essaient de rendre compte des processus de démocratisation en Amérique latine. On se passe donc d'une analyse qui devrait étudier la démocratisation comme une création des acteurs sociaux et on la conçoit plutôt comme le produit naturel et nécessaire d'une modernisation qui aboutit à une modernité qui se définit elle aussi par rapport à des processus qui s'imposent aux acteurs. D'autre part, on croyait les acteurs comme porteurs d'un sens de l'histoire qui se définit sans rapport aux processus de globalisation. Au moment où l'unité de la société perd son sens référentiel pour la sociologie du développement, en laissant la voie libre aux idéologies soit du marché, soit de l'identité, l'étude de la démocratisation comme un effort de création collective qui accompagne un nouveau modèle de modernité dépasse l'analyse purement politicienne des transitions pour récupérer une sociologie des acteurs. Dans cette démarche, on essaie de définir un nouveau concept, celui de matrice constitutrice des acteurs sociaux. On comprend ce concept comme le rapport entre l'État, le système de représentation et la base socio-économique et culturelle, dont le lien institutionnel est ce qu'on appelle le régime politique. À partir de cette idée, on essaie de redéfinir le thème du développement en le décomposant en différents processus (démocratisation politique, réinsertion internationale dans l'économie globalisée, démocratisation sociale et définition d'un modèle de modernité), qui, bien que liés, sont autonomes et ouvrent une nouvelle problématique latino-américaine. Ces processus visent à un changement de la matrice socio-politique dite « classique », ce qui peut amener soit à une décomposition permanente, soit au renforcement, l'autonomie et la complémentarité des différents éléments de la matrice socio-politique. Dans cette hypothèse, la grande question, c'est de savoir quels sont les acteurs capables d'une telle reconstruction ?

La démarche établie ici devrait s'étendre à l'avenir en suivant d'autres directions. Très schématiquement, il est possible d'énoncer trois grandes lignes.

La première direction concerne l'évolution de ce que nous avons appelé la matrice socio-politique. Il ne suffit plus, une fois réalisées les réformes économiques qu'on a connues comme « ajustements » et au-delà du jugement qu'on peut porter sur eux et une fois les régimes politiques démocratiques, de parler de désarticulation de la matrice classique ni même de formes embryonnaires ou en gestation. Il s'agit de distinguer les traits les plus permanents de cette matrice en les différenciant suivant les pays.

La deuxième direction concerne l'analyse du nouveau contexte historique des processus politiques, ce qui revient à s'interroger sur les modèles émergents de modernité et ramène à la question des identités et du modèle culturel, de même que des sphères spécifiques telles l'éducation, l'idéologie et la communication.

La troisième direction concerne la réflexion sur les nouvelles formes d'expression, de participation et de représentation, ce qui équivaut à s'interroger sur la nature qu'acquiert la politique dans le cadre de processus de trans-nationalisation, de débordement de la société par le haut, de la décentralisation, de la régionalisation, de l'expansion des particularismes et de débordement de la société par le bas.

Et cette perspective de l'analyse sociologique ne semble pas possible sans une réflexion permanente sur la double dimension de notre activité en tant que sociologues, c'est-à-dire sur le rôle professionnel et le nouveau cadre institutionnel de l'enseignement et la formation et du marché de travail, et aussi sur le rôle intellectuel et sa relation à la politique. Mais cela dépasse les limites de cet article.

Manuel Antonio GARRETÓN
 Département de sociologie
 Université du Chili
 Ignacio Carrera Pinto 1045 Ñuñoa
 Santiago, Chili

RÉSUMÉ

Au moment où l'unité de la société perd son sens référentiel pour la sociologie du développement, en laissant la voie libre aux idéologies soit du marché, soit de l'identité, l'étude de la démocratisation comme effort de création collective qui accompagne un nouveau modèle de modernité dépasse l'analyse purement politicienne des transitions pour récupérer une sociologie des acteurs. Dans cette démarche, on essaie de définir un nouveau concept, celui de matrice constitutrice des acteurs sociaux. On comprend ce concept comme le rapport entre l'État, le système de représentation et la base socio-économique et culturelle, donc le lien institutionnel qu'on appelle régime politique.

SUMMARY

At a time when the unit of society is losing its referential sense for the sociology of development, leaving the way open for ideologies of the market or of identity, the study of democratization as a collective effort of creation accompanying a new model of modernity goes beyond the purely politicist analysis of the transitions to recuperate a sociology of actors. In this approach, an attempt is made to define a new concept, that of a matrix formed by social actors. This concept is understood as the relation between the State, the representational system and the socio-economic and cultural base, whose institutional link is what is called the political regime.

RESUMEN

En un momento en donde la unidad de la sociedad pierde su sentido referencial para la sociología del desarrollo, dejando la vía libre a las ideologías del mercado y de la identidad, el estudio de la democratización como un esfuerzo de creación colectiva que acompaña un nuevo modelo de modernidad desborda el análisis puramente político de las transiciones para recuperar una sociología de los actores. En esta óptica, se trata de definir un nuevo concepto, el de matriz constitutiva de los actores sociales. Comprendemos este concepto como la relación entre el Estado, el sistema de representación y la base socio-económica y cultural, cuyo lazo institucional es lo que se llama régimen político.

BIBLIOGRAPHIE

- BARBA, Carlos, José Luis BARROS, Javier HURTADO, (dir.), (1991), *Transiciones a la democracia en Europa y América Latina*, Mexico, Grupo Editorial Miguel Ángel Porrúa.
- CEPAL (1992), *Equidad y Transformación productiva. Un enfoque integrado*, Santiago, ONU-CEPAL.
- CAVAROZZI, Marcelo (1992), « Beyond Transitions to Democracy in Latin America », *Journal of Latin American Studies*, n° 24.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1983), *Dictaduras y democratización*, Santiago, FLACSO.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1987), *Reconstruir la Política*, Santiago, Editorial Andante.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1989), *The Chilean Political Process*, Boston, Unwin and Hyman.

- GARRETÓN, Manuel Antonio (1994), *La faz sumergida del iceberg. Estudios sobre la transformación cultural*, Santiago, Ediciones CESOC-LOM.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1995a), *Hacia una nueva era política. Estudio sobre las democratizaciones*, Santiago, Fondo de Cultura Económica.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1995b), « Democratización, desarrollo, modernidad. ¿Nuevas dimensiones del análisis social ? » in M. A. Garretón, O. Mella, (dir.), *Dimensiones actuales de la Sociología*, Santiago, Bravo y Allende Editores.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1995c), « Transformations socio-politiques en Amérique latine. Post-autoritarisme, modernité et acteurs sociaux », in François Dubet et Michel Wieworka, eds., *Penser le sujet. Autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard.
- GARRETÓN, Manuel Antonio (1996), « Social Movements and the Process of Democratization. A General Framework », *International Review of Sociology*, vol. 6, n° 1.
- GERMANI, Gino (1962), *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Eudeba.
- GRACIARENA, Jorge et FRANCO Rolando (1981), *Formaciones sociales y estructuras de poder en América Latina*, Madrid, Editorial Centro de Investigaciones Sociológicas.
- HIRSCHMAN, Albert O. (1969), « The Political Economy of Import Substituting Industrialization in Latin America », *Quarterly Journal of Economics*, February.
- PERSONA Y SOCIEDAD (1996), « Identidad, modernidad y post modernidad en América Latina », ILADES, vol. x, n° 1.
- REVISTA DE SOCIOLOGIA (1996), « Teoría sociológica : el debate sobre el cocepto de sociedad », n° 10, pp. 7-35.
- REYNA, José Luis, (dir.) (1995), *América Latina a fines de siglo*, México, Fondo de Cultura Económica.
- TOURAINÉ, Alain (1988), *La Parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Editions Odile Jacob.